

CHLOÉ MORIN

LE POPULISME
AU SECOURS
DE LA
DÉMOCRATIE ?

histoire
politique
société

le débat

Gallimard

LE POPULISME
AU SECOURS DE LA DÉMOCRATIE ?

CHLOÉ MORIN

LE POPULISME
AU SECOURS
DE LA DÉMOCRATIE ?

ledébat

Gallimard

INTRODUCTION

Pour ceux qui regardent chaque jour la démocratie, il est un penseur qui, toujours, nous rappelle la difficulté du régime dont il reste le champion : Jean-Jacques Rousseau. Il en disait la dureté pratique, sinon l'impossibilité réelle de la mettre en œuvre. Nous sondons chaque jour désormais les affres de ce que Churchill nommait « le pire des régimes, à l'exception de tous les autres ».

La démocratie s'étiole. À l'Europe de l'Est, libérée du joug communiste, il n'a pas fallu trente ans pour que les espoirs puissent parfois virer à l'aigre. Le chemin polonais inquiète, la Hongrie s'est placée sur une très mauvaise pente depuis quelques années, et particulièrement depuis la première phase de la crise du coronavirus, avec un Victor Orban qui s'était octroyé les pleins pouvoirs dans une Union européenne – à ce moment-là du moins – aphone et impotente.

En France, la défiance envers tout ce qui touche de près ou de loin à la politique atteint des sommets. Mais l'on fait comme si tout cela était normal. En février 1941, Georges Bernanos réfugié au Brésil exprimait sa crainte d'une guerre totale en des termes qui pourraient aujourd'hui convenir pour la démocratie : « Ce monde de spéculateurs et

d'ingénieurs a, au plus haut degré, l'esprit d'invention, mais il manque absolument de prévoyance et d'imagination, il s'est toujours vanté de croire à ce qu'il voit et il ne se voit pas mourir¹. »

Les démocraties sont mortelles. Il serait temps de s'en apercevoir.

Depuis plusieurs années, et particulièrement depuis 2017, notre vie politique est marquée par une tension croissante entre dépression collective et résilience individuelle. De nombreuses enquêtes ont démontré qu'au quotidien nous accumulons les difficultés de pouvoir d'achat, le manque de reconnaissance au travail, la peur du déclassement – près de la moitié d'entre nous estimons que notre niveau de vie s'est dégradé ces dernières années –, mais, au fond, nous estimons vivre relativement bien – 23 % seulement des Français sont « mécontents » de leur vie, soit la même proportion que les Britanniques ou les Allemands. Nous sommes assez satisfaits de notre vie, mais nous portons un regard très dur, voire alarmiste, sur nous-mêmes en tant que collectif : nous sommes une écrasante majorité à penser que notre pays est « en déclin », pensons à 62 % que « la plupart des gens cherchent à tirer profit les uns des autres », et à 66 % « qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres »².

Il serait facile d'en rester là. De se dire que nous sommes de grands insatisfaits, des Gaulois structurellement réfractaires au changement, des idéalistes incorrigibles qui ne parviennent pas à admettre qu'ils appartiennent à une nation devenue « moyenne », un peuple tiraillé entre un héritage historique bonaparto-gaulliste qui flatte son égo, et un rapport

1. Georges Bernanos, *Le Chemin de la Croix-des-Âmes* [1943], Paris, Éd. du Rocher, 2017, p. 139.

2. Baromètre CEVIPOF de la confiance politique, *OpinionWay*, février 2020.

au monde actuel qui l'incite à la haine de soi, faute de pouvoir se résigner à être humble et modeste. Notre détestation de nous-mêmes s'est encore illustrée par le jugement très dur que nous avons porté sur nos concitoyens pendant la première période de confinement – nous avons été nombreux à fustiger le voisin, le bobo parisien qui ne respectait pas les règles imposées par l'urgence sanitaire, alors que cette période fit globalement la preuve, sinon de notre civisme, du moins de notre capacité à respecter des règles extrêmement contraignantes. Cette haine de soi, cet écart entre bonheur relatif au niveau individuel et dépression collective qui nous caractérisent, pourraient être acceptés comme de simples faits culturels sans conséquence.

Après tout, même si nous nous divisons (nous nous « chaillaillons », comme l'avait dit Emmanuel Macron le premier mai 2020), même si nous nous méfions de nos voisins, n'avons-nous pas affronté le confinement vaillamment ? N'avons-nous pas su être solidaires avec les plus fragiles de la société ? N'avons-nous pas su accepter auparavant – souvent par lassitude et résignation – des réformes douloureuses, mais dont de très nombreux experts et responsables politiques nous disaient depuis des années qu'elles étaient indispensables pour rattraper le cours d'une mondialisation dont nous n'avions pas su prendre le virage à temps ?

Est-ce si grave si nous sommes toujours plus fracturés – idéologiquement, politiquement, socialement, culturellement – puisque *in fine*, tant bien que mal, nous parvenons à surmonter les défis qui se présentent à nous ? Est-ce si grave si nous peinons de plus en plus à nous parler, à débattre, à accepter d'être représentés par des élus de la nation que nous sommes une immense majorité à juger carriéristes, déconnectés et corrompus ? Est-ce vraiment si grave que nous clamions notre rejet du politique, du « système », que

nous soyons de moins en moins nombreux à voter, élection après élection, puisque *in fine* des choix collectifs sont faits et que le pays parvient tant bien que mal à avancer ?

Oui, après tout, pourquoi s'intéresser à la crise de la démocratie ? Et au fond, de quelle crise parle-t-on ?

Nous pourrions fort bien envisager de poursuivre sur cette pente. « Cultiver notre jardin. » Continuer à nous enliser dans une forme de torpeur, d'apathie démocratique qui, au fond, n'est pas si inconfortable. Certes, nous perdons régulièrement quelques acquis sociaux, mais l'on nous dit que c'est le prix à payer pour survivre dans une mondialisation dont nous ne dicterons jamais les règles, et pourquoi ne le croirions-nous pas ? Certes, nous cédon toujours plus de nos libertés pour gagner un peu plus de sécurité face au terrorisme, face aux violences physiques, face aux risques sanitaires. Certes, nous avons le sentiment d'être de moins en moins à la manœuvre, de peser de moins en moins sur le destin du pays – « Bruxelles », les lobbies, la haute administration, le « système » nous semblent fonctionner sans nous –, mais aussi d'être de moins en moins décisionnaires du cours de nos vies. Mais au fond, tout va bien, n'est-ce pas ?

Oui, jusqu'ici, tout va bien. Enfin, c'est ce que nous disent les plateaux du commentaire politique.

Nous évitons la catastrophe. Chaque nouveau soubresaut nous ébranle un peu plus, menace un peu plus la stabilité de l'édifice ; mais, tant que « ça tient », pourquoi s'inquiéter ?

Nous sommes comme la grenouille qui ne ressent pas le besoin – l'urgence – de quitter le confort de la casserole dans laquelle elle se prélassé. Elle sent bien la température monter, mais à quel moment faut-il réagir, sauter ? Où est le point de non-retour ?

À la fin, comme la grenouille qui mijote à feu doux, nous risquons de finir ébouillantés. Figés dans un système poli-

tique que nous ne reconnâtrons plus, un système ingouvernable et devenu à nos yeux inacceptable sans que nous soyons parvenus pour autant à mettre le doigt sur le point où, dans la somme de nos petites lâchetés et de nos grands renoncements, nous avons oublié de réagir à temps. Car enfin ! Qui ne voit pas que la désaffection des urnes porte en elle l'abandon de la démocratie et l'avènement d'un régime qui ne peut en mériter le nom ?

En réalité, si notre pays peine de plus en plus à surmonter ces chocs externes, s'ils provoquent chez nous bien plus de doutes, bien plus de tensions (Gilets jaunes, manifestations contre la réforme des retraites), voire de renversements politiques (montée des extrêmes, élection en 2017 d'un homme « sorti de nulle part », mais pas de n'importe où), c'est que le cœur de notre problème est d'une autre nature.

Nous ne vivons pas une crise économique. Ni véritablement identitaire, au sens religieux et culturel du terme. Notre premier problème est avant tout de nature démocratique. Il s'agit d'une crise du « nous », c'est-à-dire de notre capacité à vivre ensemble, donc à décider et à faire ensemble. À concilier nos intérêts et aspirations individuels avec ceux d'un collectif dont nous nous sentons de moins en moins partie prenante. Un collectif dont nous sommes nombreux à avoir le sentiment qu'il ne nous reconnaît pas assez. Qu'il nous méprise, nous humilie, nous néglige, et que nous négligeons en retour.

Pour apporter les bonnes réponses au mal qui nous ronge de l'intérieur, encore faut-il que nous nous posions enfin les bonnes questions. Que nous recommencions à nous intéresser à la vie de notre nation, en nous débarrassant de ce qui nous tient lieu depuis trop longtemps de fausses excuses et de diversions : la politique « est corrompue », nous ne sommes pas entendus, voter ne change rien, le pouvoir n'est

plus là... En réalité, notre propre apathie est la plus grande trahison démocratique. L'enfer, ce n'est pas seulement les autres, c'est aussi un peu nous-mêmes.

Il est urgent que nous nous intéressions à nouveau, individuellement et collectivement, à la politique car la crise que nous traversons n'est pas – contrairement à ce que disent commentateurs et experts de toutes sortes à longueur de journée – une crise économique, sociale, sanitaire. On ne comprend pas pourquoi, pendant la période de confinement, le jugement des Français sur l'action gouvernementale était beaucoup plus sévère que celui porté par nos voisins sur leur propre gouvernement, si l'on n'examine pas les caractéristiques bien spécifiques de notre crise politique profonde. Mettre notre défiance sur le compte d'une exigence plus grande qu'ailleurs ou d'une « communication ratée » – même sur les masques, sujet sur lequel la plupart des Français considèrent que le gouvernement français a menti pour camoufler ses erreurs – serait une erreur profonde.

Saisissons-nous de ce sujet. Évitions les « faux débats » démocratiques, en distinguant ce qui relève du symptôme et de la cause réelle de notre malaise collectif. Posons-nous enfin les bonnes questions, ne laissons pas à quelques-uns le soin de les enterrer, ou de les détourner. Et débattons-en. Il est temps.

Les nouvelles règles du jeu politique

Trois chiffres, et une image. 66,06 %, le score du Président élu en ce soir de mai 2017. 25,4 %, le taux d'abstention, et 11,5 %, le taux de votes blancs et nuls. Et une image, celle d'un homme jeune et dynamique, marchant seul et se transformant sous l'œil de la caméra, grâce à une scénarisation pensée au millimètre, en Président. Trois minutes et quarante-cinq secondes de traversée de la cour du Louvre, un pas lent et un air grave, une image puisant dans l'imaginaire mitterrando-chiraquien.

Cette séquence et ces chiffres devaient résumer, à eux seuls, l'ère nouvelle dans laquelle notre démocratie a basculé. Une ère consacrant définitivement la prééminence de l'image, celle qui tourne en boucle sur les chaînes d'information en continu et sur les réseaux sociaux – qui se souvient des mots prononcés ce soir-là ? Alors que l'image, elle, reste gravée dans nos esprits. Mais aussi une ère de la volatilité, où les partis sont mortels et les idéologies jugées obsolètes, et où de nouveaux « entrepreneurs » politiques, sortis « de nulle part », peuvent réussir à bousculer les clivages établis pour conquérir le pouvoir. Enfin, une ère de la défiance citoyenne, du désengagement : si la

politique ne prétend plus changer la vie, elle n'y a plus sa place.

BASCULEMENT
DANS UNE NOUVELLE ÈRE

Depuis ce soir de mai 2017 chacun se réclame ou conteste l'existence d'un « nouveau monde politique ». De fait, si la rupture de 2017 était en gestation de longue date, cette élection n'en a pas moins sanctionné un tournant durable dans les règles du jeu politique contemporain.

Il est vrai que nous avons connu, depuis trois ans, un certain nombre de phénomènes qui par leur ampleur, leur brutalité ou leur nouveauté, semblent marquer le basculement vers une ère nouvelle.

Élection aux plus hautes fonctions d'un candidat « sorti de nulle part », sans parti – peut-être précisément parce qu'il ne se réclamait pas du « sérail » ou du « système ».

Émergence d'un mouvement social totalement nouveau, désordonné et désintermédié, refusant absolument tout principe de représentation, y compris en son sein. Dès qu'un Gilet jaune semblait « prendre la lumière », il se trouvait automatiquement discrédité, contesté, ramené à des ambitions personnelles ou disqualifié.

Démission d'un candidat aux municipales dans la capitale, Benjamin Griveaux, moins de 24 heures après qu'une vidéo à caractère sexuel a été mise en ligne sur le web. La nouveauté, ici, n'est évidemment pas l'utilisation à des fins politiques de la vie privée d'une personnalité publique. La disqualification par la rumeur réelle ou fondée se pratiquait déjà au temps de Marie-Antoinette... Ce qui est nouveau, c'est la rapidité, la formidable accélération du temps, et

l'émotion, amplifiée par des réseaux où elle règne avec d'autant plus de facilité que l'anonymat semble abolir toute règle de civilité.

Pourtant, plus de trois ans après le séisme de 2017, nous constatons quotidiennement que citoyens comme élus ne semblent pas avoir intégré pleinement ce que sont les nouvelles règles du jeu politique – ce que l'on serait tenté d'appeler le *new normal* si l'on ne craignait de se voir reprocher un anglicisme de plus.

Ainsi, on trouve encore des journalistes pour dire que tel ou tel parti politique, telle ou telle personnalité est « morte », ou au contraire « tout puissant », alors que la volatilité électorale n'a jamais été si grande, et que les dégagistes d'hier pourraient bien être les dégagés de demain.

Souvent, les tenants du « nouveau monde » semblent eux-mêmes avoir perdu de vue les conditions qui les ont portés au pouvoir, notamment le formidable rejet d'un « système » politique dont les pratiques et comportements étaient devenus insupportables. Lorsqu'un Premier ministre se déclare candidat à la mairie de la ville qu'il dirigeait avant d'être nommé au gouvernement, n'envoie-t-il pas le signal qu'il existe des fonctions électives de second rang, ou bien qu'il est possible aujourd'hui de gouverner pleinement une grande puissance mondiale tout en prêtant aux havrais toute l'écoute et la considération qu'ils méritent en période de campagne ? Et que dire, en pleine période de préparation du budget, un budget « de crise » qui plus est, quand le Président lui-même accorde – pour un temps indéfini – à son ministre des Comptes publics le cumul de sa fonction ministérielle avec son mandat de maire de Tourcoing ? On ne demande à personne de mener de front deux emplois à plein temps, les élus seraient-ils des surhommes ? Le bon sens, dans ce cas précis, invite plutôt à penser à l'hypocrisie.

Autre exemple : lorsque des partis, indifférents aux courants profonds qui parcourent l'opinion, semblent croire que la politique relève d'une arithmétique, et qu'il suffit de s'appeler « aile gauche » de la majorité, ou « rassemblement » des forces X, Y ou Z, pour que les voix qui se portaient auparavant sur ces options politiques s'additionnent mécaniquement. Si la politique relevait de l'arithmétique plutôt que des idées et des aspirations populaires, François Hollande aurait alors réussi à être candidat en 2017 après avoir patiemment employé la fin de son quinquennat à étouffer toute offre politique concurrente au centre gauche.

Analystes et commentateurs peinent également à donner un sens et une place aux nouvelles méthodes de combat politique – comme ce que j'appelle la « manifestation selfie », ce happening permanent connu lors de la réforme des retraites –, et trop souvent les disqualifient comme autant de mouvements minoritaires, d'arrière-garde. Or, les réseaux sociaux et chaînes d'information en continu ont changé profondément les codes du combat politique, et il est temps que ces bouleversements trouvent leurs conséquences dans les analyses des observateurs politiques.

Un parti revendiquant fièrement 400 000 adhérents peut voir, lors d'une élection interne, moins de 20 000 votants se rendre aux urnes – qui plus est, virtuelles...

En outre, personne n'avait anticipé cet OPNI (Objet politique non identifié) que furent les Gilets jaunes, et chacun espère qu'ils resteront une anomalie, une exception de l'histoire politique – alors qu'ils pourraient bien être la première d'une série de convulsions qui traduisent le malaise démocratique grandissant et l'impuissance de nos institutions à donner sens et solutions à nos problèmes collectifs.

Enfin, la parole des journalistes et des politiques est quotidiennement frappée d'une défiance que nulle vérité ne

parvient plus à dégonfler : complot sur les vaccins, craintes liées à tel ou tel projet d'aménagement, accident de l'usine Lubrizol, les illustrations sont nombreuses de cette ère de l'« hyperdéfiance » dans laquelle nous avons basculé. Pourtant, nous n'avons adapté ni les méthodes de communication politique et publique, ni les modes de prise de décision publique, notamment dans les contextes de crise.

On pourrait poursuivre cette liste, car les illustrations de cette absence de prise de conscience réelle de la nouvelle réalité politique abondent. Ce n'est pas l'objet ici : il s'agit plutôt de lister ces « règles du jeu » – des règles du jeu qui seront revisitées et expliquées en profondeur dans les chapitres suivants –, en espérant qu'elles soient enfin intégrées par chacun et trouvent leurs conclusions rapidement tant dans notre organisation collective que dans nos comportements individuels, que nous soyons journalistes, politiques, citoyens, ou encore serviteurs de l'État...

INSTABILITÉ ET VOLATILITÉ

La première règle du jeu que nous devons intégrer de manière permanente à nos analyses est le fait que notre paysage politique se caractérise par une instabilité croissante des votes, que l'on nomme « volatilité » électorale.

Elle recouvre différents phénomènes, comme le vote intermittent – les électeurs qui ne participent qu'à certains scrutins –, le changement de vote d'un parti à l'autre au gré des élections, ou le changement de préférences partisans au fil du temps. Qui ne connaît un frère, une mère, un fils qui ont pu voter EELV un jour, LREM deux ans plus tard, puis LFI à un autre moment ? Ou RN un jour, LR le lendemain ? Qui ne s'est laissé emballer par un souffle de

renouveau, dans le sillage d'une figure enthousiasmante et nouvelle, avant de retomber dans la résignation de l'abstention quelques années plus tard ?

Ces phénomènes ne sont pas totalement nouveaux : déjà, en 1989, Gérard Grunberg (Cevipof) notait que l'instabilité concernait un électeur sur deux pour les scrutins de 1981 et 1984, mais que les allers-retours se faisaient alors essentiellement entre participation et abstention, et de manière très marginale entre droite et gauche (5,1 % des électeurs inscrits)¹. Nonna Mayer, Daniel Boy et Marc Swyngedouw notaient qu'entre 1995 et 1993 près de la moitié des électeurs inscrits avaient modifié leur vote². En 2012, l'enquête Présidoscopie montrait que la moitié des électeurs a changé d'avis « en cours de campagne ». Cette mobilité électorale signe, selon Grunberg, l'avènement d'un électeur « éduqué et autonome ». Ce phénomène est né après « l'effondrement des grandes institutions partisans et religieuses qui encadraient les citoyens de la naissance à la mort, comme les mouvements de jeunesse [...] ».

Qui dit instabilité, dit fluctuation des fortunes électorales, « insécurité politique » pour les élus comme pour les partis. Or, il faut l'avouer : bien souvent, tel ou tel parti a encore tendance à se comporter en détenteur d'une « rente » politique, considérant son marché politique comme captif, alors qu'en réalité bien des paramètres interviennent pour orienter les votes : l'offre politique compte, bien sûr, sur la forme (la personnalité des candidats, la manière de communiquer)

1. Gérard Grunberg, « Chapitre 15. L'instabilité du comportement électoral », in Daniel Gaxie (sous la dir. de), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 418-446.

2. Marc Swyngedouw, Daniel Boy, Nonna Mayer, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 3, 2000, p. 489-514.

CHLOÉ MORIN

LE POPULISME AU SECOURS DE LA DÉMOCRATIE ?

D'où vient la crise qui paralyse lentement mais sûrement les démocraties et qui provoque en retour les sursauts populistes ? Sur la base d'études approfondies de l'opinion, Chloé Morin dégage les principaux facteurs qui ont créé cette situation. Les règles du jeu politique ont changé sans que son personnel s'en soit avisé. La défiance des citoyens envers les pouvoirs s'est installée sans que ses sources soient véritablement saisies et combattues. Le « séparatisme » fait des ravages, mais il n'est pas seulement là où l'on croit. Il est aussi le séparatisme des élites par rapport aux peuples, ou encore le fait des tribus dont le numérique encourage la fermeture sur elles-mêmes.

Tels sont les vrais périls qu'affronte aujourd'hui la démocratie et qui soulèvent les passions populistes. Au lieu de dénoncer celles-ci comme une menace, soutient Chloé Morin, il faut savoir y lire un rappel de nos régimes à leur inspiration d'origine.

Chloé Morin, spécialiste de l'analyse de l'opinion, est experte-associée à la fondation Jean-Jaurès. Elle vient de publier Les Inamovibles de la République. Vous ne les verrez jamais, mais ils gouvernent, La Tour-d'Aigues (Vaucluse), Éd. de l'Aube, 2020.



Le populisme au secours de la démocratie ?

Chloé Morin

Cette édition électronique du livre
Le populisme au secours de la démocratie ? de Chloé Morin
a été réalisée le 19 février 2021 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072929687 – Numéro d'édition : 376170).
Code Sodis : U36483 – ISBN : 9782072929717.
Numéro d'édition : 376173.